

Le piège sécuritaire

LUC VAN CAMPENHOUDT

éditorial
L'REVUE NOUVELLE - NOVEMBRE 2009

À plusieurs reprises ces dernières semaines, des voix se sont élevées pour réclamer des actions sécuritaires et répressives : la construction de nouvelles prisons, un contrôle policier accru dans les quartiers dits sensibles, une plus grande sévérité à l'égard des délits qui mettent en danger l'ordre public et les principes démocratiques, la poursuite plus systématique de certaines infractions pénales, notamment. Pour ceux qui ne réfléchissent pas trop loin et recherchent des succès d'estime faciles, la solution sécuritaire est toujours la plus évidente et la plus tentante. Mais elle représente un piège car elle pose trois problèmes majeurs.

Premièrement, elle confond le problème et la solution. Nos populations, en particulier les plus vulnérables (personnes âgées, handicapées ou malades, femmes seules avec enfants en bas âge, jeunes déscolarisés, travailleurs déclassés...), sont confrontées à une grande diversité de difficultés : conditions de vie précaires et inconfortables, manque de supports de proches, sentiment de ne plus pouvoir s'en sortir, enfermement dans des liens sociaux et familiaux qui empêchent de s'épanouir, agressions verbales ou physiques de la part d'autres personnes, rela-

tions quotidiennes tendues, bruits et nuisances multiples... Toutes ces difficultés sont éprouvées à des degrés extrêmement différents par les uns et les autres selon leurs conditions sociales et, en particulier, leur lieu de vie. Dans le passé, lorsqu'elles étaient pires, de telles difficultés étaient interprétées comme le fait de la misère ou de l'inégalité sociale, par exemple. Et certains ont alors pensé avec raison que c'était par la conjugaison du progrès économique et de la protection sociale que l'on parviendrait à y répondre. Aujourd'hui, la tendance est d'interpréter et de traiter les problèmes de vie commune sous le double angle — et aussi l'amalgame — de la difficile coexistence entre cultures et, surtout, de l'insécurité.

L'insécurité est devenue la représentation officielle et dominante (par le politique, les médias, une partie des sciences sociales elles-mêmes) d'un ensemble de problèmes complexes, une sorte de prisme déformant à travers lequel une large part des difficultés de la vie commune est désormais définie et traitée. À partir de ce prisme, une ligne de décisions politiques peut être conçue, des dispositifs concrets peuvent être mis en œuvre par des agents institutionnels (professionnels du pénal et de la prévention) et un certain soutien populaire peut être espéré. Sur le plan symbolique, des coupables et des victimes, des méchants et des gentils, peuvent être distingués, des catégories sémantiques alarmantes peuvent s'imposer telles que « ghetto » (comme à Varsovie en 1943 ?) ou « émeute » (comme à Los Angeles en 1992 ?). En ce sens, on peut dire que l'insécurité est moins un problème qu'une solution¹. Et cette solution pose de sérieux problèmes.

Deuxièmement en effet, la solution sécuritaire souffre d'une tare ontologique, c'est-à-dire inscrite dans sa nature même, indépendamment des circonstances et de la diversité de ses modalités singulières : elle n'a pas de finalité, pas de principe d'orientation. Elle n'obéit qu'à une logique pragmatique et à court terme de gestion des risques et amène alors, par manque de vision plus large, à se braquer sur des questions comme celles du voile et à accentuer encore les tensions. Mais il n'y a strictement rien d'emballant et de mobilisateur dans un « projet » qui se définit d'abord comme la lutte contre quelque chose. Il serait temps de demander aux champions de la solution sécuritaire ce qu'ils veulent vraiment, « positivement » : un espace quadrillé par des dispositifs de

1 Van Campenhoudt L., 1999, « Chronique de criminologie. L'insécurité est moins un problème qu'une solution », *Revue de droit pénal et de criminologie*, juin, p. 727-738.

surveillance et où tout ce qui bouge est sous surveillance électronique voire chimique² ? Une société mono-ethnique où les nouveaux arrivants sont convertis à une certaine façon, dominante, d'être « civilisé », où les « allochtones » (comme on dit) sont « intégrés » (comme on dit) ? Ou peut-être une société divisée en deux parties dont l'une, les populations minoritaires, est confinée dans les tâches ancillaires, comme les domestiques de jadis ? Ou comme les quasi-esclaves de trafiquants d'êtres humains qui font aujourd'hui le sale boulot, sans protection, dans les coulisses obscures de la société ? Ou veulent-ils une société faite de territoires juxtaposés, avec des barrières et des caméras de surveillance tout autour, et de vrais ghettos cette fois, ceux dont les groupes discriminés ne peuvent plus sortir ? Tout cela est injuste et irréaliste. Abandonnez ces rêves, car ils sont révolus et sans avenir.

Troisièmement, dans les conditions actuelles, c'est-à-dire lorsqu'elles ne s'inscrivent pas dans une finalité positive, mais au contraire dans une atmosphère générale dominée par un sentiment d'injustice et de discrimination (dans l'accès à un enseignement de qualité, à l'embauche...), les politiques sécuritaires ne font qu'accroître les tensions et portent en elles des germes de violence radicale qui empêchent toute conflictualité sociale et politique constructive, notamment en matière de coexistence entre cultures. Comme ces prisons où de petits délinquants s'initient à la grande criminalité, ces concentrations urbaines de toutes les misères où s'accumulent les frustrations, ces contrôles répétitifs et maladroits qui suscitent la rage.

Mais la seule critique de la solution sécuritaire ne suffit pas, et il est trop facile et vain d'être simplement « contre Sarkozy ». La critique doit conduire à une double exigence : primo, analyser le plus lucidement possible la réalité des problèmes, sans réduire leur complexité à une idée fixe (l'insécurité ou l'islamisme radical ou l'exploitation capitaliste par exemple) ; secundo, définir avec toutes les composantes de la société des finalités et des projets qui valent la peine de se mobiliser. Même s'il reste un énorme chemin à parcourir, la construction d'un espace européen pacifié, prospère, démocratique et multiculturel, la recherche d'un modèle de développement durable, l'instauration d'un ordre mondial multilatéral plus équitable... sont des finalités positives pour lesquelles on peut avoir envie de s'engager et de lutter, de « faire

2 Comme l'envisage la technological incapacitation. Voir Lehtinen M.W., « Technological incapacitation : a neglected alternative », *Quarterly Journal of Correction*, 1978, n° 2.

société ». Qu'avons-nous à proposer pour nos villes, qui soit mobilisateur et qui rencontre effectivement les difficultés des gens, qui donne sens aux règles de vie commune, y compris à des mesures de sécurité perçues non comme des fins en soi, mais seulement comme des conditions et des moyens nécessaires à des fins plus légitimes qui donnent à ces mesures leur raison d'être et leur juste « mesure » ?

Objet des critiques de quelques porte-parole d'une droite (ou d'une pseudo-gauche) sécuritaire qui ne propose que des pamphlets simplistes et des rodomontades³, la gauche est actuellement mal prise sur la question de l'insécurité. Elle doit analyser et reconnaître les problèmes avec une impitoyable lucidité, construire des solutions positives, élaborer des programmes crédibles en matière d'emploi, d'éducation et de formation notamment, en ne se laissant pas enfermer dans la logique sécuritaire.

Sortir du piège sécuritaire, donc. Mais par le haut. ■

³ Comme récemment la *Lettre aux progressistes qui flirtent avec l'islam réac*, d'Alain Destexhe et Claude Demelenne.